



COMMUNIQUE

Annonces de Gabriel Attal : ça sent bon la naphthaline !

Sur le redoublement

Il est annoncé que le dernier mot sera laissé aux professeurs. Il est impensable d'imaginer qu'il n'existera pas de recours pour les parents, restera à voir à quel point l'avis des enseignants sera respecté. Mais au-delà de cette annonce, le but et la manière dont s'effectue le redoublement ne sont pas évoqués. Un redoublement efficace doit être accompagné, ce qui nécessite des moyens supplémentaires. Or ce n'est pas dans les tendances actuelles avec les milliers de suppressions de postes ces dernières années. Il s'agit simplement d'une annonce démagogique.

Sur le brevet

Sésame qui deviendra obligatoire pour la poursuite en lycée mais sans préciser lequel : le lycée général et technologique seulement ou aussi pour le lycée professionnel ? Dans certaines filières pro les élèves qui n'ont pas le brevet représentent une majorité des élèves. Ils devront alors faire une année de "prépa-lycée" sans évoquer où cela se passera, dans quelles conditions, les objectifs de cette année ...

Sur les "groupes de niveau" au collège

On sait pertinemment que cela ne fonctionne pas que ce soit pour les élèves les plus en difficultés mais aussi que cela peut présenter des risques pour les élèves les plus à l'aise en mettant en place un esprit de compétition qui peut avoir des effets pervers. Les groupes devront être remaniés régulièrement, à voir dans la réalité ce que ça peut donner ! Enfin le ministre promet des créations de postes pour cela ... avec quels candidats aux concours ?

Sur la liberté pédagogique

Manuels scolaires labellisés, refonte des programmes en primaire pour adopter la méthode de Singapour ... le ministère cherche à réduire la liberté pédagogique des enseignants en présentant une méthode (la sienne) comme solution miracle. Si nous n'avons rien contre la méthode de Singapour, peut-être faut-il mettre en perspective aussi sa réussite avec la pression mise sur les élèves et les moyens déboursés par les parents en accompagnement supplémentaire privé pour accompagner leurs enfants ... Est-ce aussi cela que l'on veut, accentuer les inégalités scolaires entre les familles ayant les moyens de payer des cours supplémentaires et celles qui n'en n'auront pas les moyens ?

Si on rajoute à tout cela le projet d'expérimenter le port de l'uniforme (jamais porté auparavant en France métropolitaine, contrairement à ce qu'on peut entendre parfois), on voit bien le grand bond en arrière avec un projet élitiste, réactionnaire et flou dans sa mise en pratique.

Pourtant, à la lecture des résultats de l'étude Pisa, certains éléments auraient mérité des réponses du ministère. Ainsi sur le climat scolaire, on remarque que les violences sont les plus nombreuses en zones rurales. Que 12% des élèves ont déclaré avoir vu un élève avec un couteau ou avec une arme à feu, chiffre plus élevé que la moyenne OCDE et même plus élevé qu'aux Etats-Unis ! Que les élèves déclarent à 39% perdre du temps scolaire, l'enseignant.e attendant d'avoir le calme dans sa classe, ce qui n'a rien d'étonnant avec parfois 30 élèves en primaire ou en collège, classes les plus chargées d'Europe ! Ou encore que 67% des élèves sont scolarisés dans un établissement manquant de personnel enseignant et que le manque de formation est criant. N'oublions pas que 12% des enfants en France vivent sous le seuil de pauvreté, que certains sautent le petit-déjeuner ou le déjeuner ... et n'ont pas les moyens financiers d'accéder à la cantine comme en zone rurale alors comment travailler correctement dans ces conditions ?

Plutôt que d'améliorer les conditions de travail des élèves et des personnels en réduisant le nombre d'élèves par classe, de permettre une réelle liberté pédagogique avec du temps de concertation dédié entre personnels, d'avoir une réelle politique sociale d'accompagnement des élèves en précarité le ministre préfère construire une école élitiste pour "ceux qui réussissent" et les miettes "pour ceux qui ne sont rien". Ne cherchez pas longtemps où est l'intelligence artificielle prévue pour les secondes dès le mois de février : elle est déjà à la tête du ministère !